

gion peu étendue, dans le bas du fleuve, tout le pays a été favorisé d'une abondante moisson. Les champs de blé des nouvelles provinces ont donné un rendement généreux, bien qu'il n'ait pas réalisé les espérances exagérées que quelques-uns avaient formées au commencement de la saison. Les prix ont été rémunérateurs, et pour certains produits, ils l'ont été d'une manière excessive.

Dans de telles conditions, il ne faut pas s'étonner si notre commerce a augmenté par sauts et par bonds. Au premier juillet dernier il avait atteint le chiffre de cinq cents millions de dollars et à l'heure actuelle il est en bonne voie de dépasser six cents millions. Ces chiffres, par eux-mêmes, ne disent pas grand-chose, mais si nous comparons le commerce du Canada avec celui de quelques-unes des nations les plus civilisées du globe, proportion gardée de la population, nous nous rendons compte des progrès accomplis. L'Angleterre qui est le berceau du commerce, comme elle est le berceau de la liberté, fait un commerce qui représente environ \$100 par tête de sa population. Celui de l'Allemagne dont nous entendons tant parler depuis quelques années, n'atteint qu'environ \$50 par tête. Le commerce des Etats-Unis, tout considérable qu'il est, et malgré la prospérité dont jouit ce pays, ne représente que \$40 par tête de la population. Celui du Canada qui s'élève à environ \$500,000,000, représente \$90 par tête de notre population.

Je sais bien qu'on me dira que ces chiffres n'exposent pas toute la situation, puisqu'ils ne tiennent compte que du commerce extérieur, des importations et des exportations, laissant de côté le commerce intérieur dont nous n'avons pas de statistique, dans aucun pays.

Et, comme je désire être juste, je suis persuadé que si nous avions devant nous toute la statistique du commerce des Etats-Unis et du Canada on pourrait probablement démontrer que les Etats-Unis ont un volume de commerce plus considérable, par tête de population, que celui que nous avons. Mais, en même temps, je crois qu'on prouverait sans peine que nous serrons notre concurrent de très près, et que l'écart se rétrécit toujours d'année en année.

Mais, monsieur l'Orateur, il y a encore autre chose à considérer. Aucune nation ne peut vivre par elle-même. Chaque nation doit nouer des relations commerciales à l'étranger, car il lui faut chercher à vendre le surplus de ses produits aux pays qui pourraient précisément manquer de ces produits. Cela étant, et puisque toutes les nations cherchent à attirer à elles le commerce étranger, c'est avec un orgueil bien légitime que je dois dire que nous dépassons de beaucoup la grande république voisine. Le commerce s'est développé, nos revenus ont grossi de plus en plus, et mon honorable ami le leader de l'opposition vient de nous dire que nos dépenses ont aussi eu la même

Sir WILFRID LAURIER.

progression. Cela est évident, car personne ne pourra dire de nous que nous sommes gens à laisser croître l'herbe sous nos pas. Nous savons ce qu'exigent notre situation et les besoins de notre pays. Mais cependant, bien que nos dépenses aient augmenté, nous avons pris soin de ne jamais leur laisser dépasser des bornes raisonnables. Mon honorable ami est d'avis que nous nous sommes montrés extravagants, et il cite à ce sujet l'opinion de M. Courtney. Les opinions de M. Courtney méritent certainement qu'on ait pour elles la plus grande déférence. Mais il me semble que l'honorable député qui siège près de mon honorable ami n'a pas dû trop avoir à se louer de cette intervention de M. Courtney, car enfin, si, par les temps d'abondance que nous traversons, M. Courtney croit que nous devrions serrer les freins davantage et restreindre nos dépenses, cela a dû être au compagnon de mon honorable ami comme un rappel cuisant de la douloureuse période où, alors qu'il était ministre des Finances et que ses revenus ne suffisaient pas à équilibrer les dépenses, il voyait grossir d'année en année le chiffre de ses déficits. Voici où se trouve la différence entre les deux situations. Il ne suffit pas tout simplement de mettre les dépenses d'une certaine période en regard de celles d'une autre, et de venir nous dire, ainsi que la chose est déjà arrivée plusieurs fois, que jadis, sous l'ancien régime, les dépenses ne s'élevaient pas à 40 millions alors que nous dépensons aujourd'hui 70 millions. On ne conclut à rien, par de semblables opérations d'arithmétique. Une dépense de 40 millions peut fort bien se trouver extravagante, alors qu'une autre de 70 millions ne serait que très raisonnable. Ce qu'il importe de savoir, c'est si le peuple peut subvenir aux dépenses auxquelles on lui demande de faire face, et c'est là ce que mon honorable ami a omis de prendre en considération.

Me permettra-t-on, monsieur l'Orateur, de rappeler à mon honorable ami un principe d'économie qu'il ne doit pas ignorer, car il a été formulé par un personnage de Dickens qui n'est rien moins que Micawber. Ce Micawber, tel que décrit par Dickens, ne peut pas être proposé comme un modèle de ministre des Finances. Cependant, il lui arrivait parfois d'avoir de bonnes idées, bien qu'il hésitât à les mettre en pratique. Voici quelle était sa maxime : Revenu annuel, vingt livres; dépenses annuelles, dix-neuf livres, dix-neuf chelins et six pence; résultat, bonheur. Revenu annuel, vingt livres; dépenses, vingt livres six pence; résultat, misère.

Si ce principe est vrai, je me demande quel a dû être l'état d'âme de mon honorable ami de Toronto-nord quand il avait charge des finances du pays, et qu'il voyait chaque année s'accumuler les déficits millions par millions. Nous vivons à présent en des temps plus heureux et nous mettons en pratique le principe de Micawber, qui n'a